

INTRODUCTION

En 1954, préoccupés par les luttes internes dont la succession de Staline faisait l'enjeu, les dirigeants soviétiques renonçaient aux aspects les plus virulents de leur campagne anti-occidentale et poursuivaient leurs efforts pour trouver un terrain d'entente avec les États-Unis et leurs alliés de l'Extrême-Orient et de l'Europe. Dans la péninsule coréenne, l'armistice négocié l'année précédente tenait bon. En Europe, une Alliance de l'Atlantique Nord forte et confiante consolidait ses positions à la faveur d'une série de conférences tenues à Londres et à Paris pour définir les conditions du réarmement de l'Allemagne de l'Ouest. Robert Ford, de retour de Moscou au début du printemps de 1954, était rassuré par le cours des événements :

Il est possible de maintenir la paix ou du moins l'état de « guerre froide » qui, à notre époque, passe pour la paix. Cela ne veut pas nécessairement dire qu'une ou l'autre partie renonce à l'espoir de convertir le reste du monde à son mode de vie, mais qu'il devrait être possible d'éliminer la guerre comme moyen d'instaurer des changements (document 693).

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Lester B. Pearson, ne partageait pas le même enthousiasme au sujet des chances de paix. Le plus qu'on puisse dire de 1954, concluait-il en décembre, c'est que « les troubles les plus graves demeurent une éventualité plutôt qu'une réalité; nous avons, au moins temporairement, réussi à échapper aux menaces de détérioration¹ ». Ces divergences dans le bilan de 1954 que Ford et Pearson dressaient ne sont guère étonnantes, car la transition entre la première phase de la guerre froide, caractérisée par les crises, et un ordre mondial plus stable, quoique toujours dangereux, était au mieux incertaine, mélange d'éléments déroutants du passé et de l'avenir.

Ces thèmes monopolisent une grande partie du chapitre consacré à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et sont étroitement liés au réarmement de l'Allemagne et à la lutte pour s'emparer de l'avantage stratégique en Europe centrale (chapitre 3, parties 2, 3 et 4). Tout au long de l'année, l'Alliance a dû répliquer aux efforts déployés par les Soviétiques pour désamorcer les tensions en Europe par la neutralisation de l'Allemagne. Sous l'impulsion du secrétaire d'État américain John Foster Dulles, l'OTAN a réagi en cherchant avec ténacité à faire adhérer l'Allemagne de l'Ouest à l'Alliance. Comme la plupart de leurs collègues alliés, les responsables canadiens des politiques doutaient que Moscou tienne à parvenir à un règlement en Europe et étaient disposés à accepter la grande stratégie élaborée à Washington, Londres et Paris. Ottawa insistait néanmoins pour qu'on la consulte, et, dans l'optique canadienne, l'importance des discussions sur les ouvertures soviétiques et la communauté européenne de défense tient à la persistance des efforts de Pearson pour faire en sorte que l'OTAN devienne une tribune de consultations véritables entre les alliés.

La perspective de l'entrée de l'Allemagne de l'Ouest dans l'Alliance de l'Atlantique Nord provoquait l'indignation de Moscou. Aux Nations Unies, la délégation soviétique proposait à l'Assemblée générale trois initiatives de propagande anti-américaine qui ont fait retentir une note discordante à la fin de la neuvième session.

¹ Lester B. Pearson, « New Year's Message by the Secretary of State for External Affairs », *Statements and Speeches*, n° 54/61.